

Compte-rendu du comité de pilotage de la ZPS des « Gorges de la Dordogne »

Date : 20 janvier 2026 à 14h

Lieu : Neuvic, salle polyvalente

Participants : 31

Nom des participants	Structures
Anne BARBAIL	AFOXA (Association des FORêts de Xaintrie et du pays d'Argentat)
Dominique GUIRAUD DEVILLE	AFOXA (Association des FORêts de Xaintrie et du pays d'Argentat)
Aurélien-Livio ZANETTE	Fédération Départementale de la chasse de Corrèze
Bastien PREVOST	Haute Corrèze Communauté
Frédéric BIVERT	Liginiac
Eric GENCE	Sérandon
David THOMAS-ARCHAMBEAU	EDF Hydro
Bruno GENEIX	CNPF Corrèze
Natacha FERRER	Conservatoire du littoral
Erik MADELAINE	Office Nationale des Forêts
Emmanuel PRECIGOUT	DDETSP - SDJES Corrèze
Sophie RIOL	Direction Départementale des Territoires de la Corrèze
Alexia BICCHIERAI	Direction Départementale des Territoires de la Corrèze
Matthieu DE VIRENDT	Sous-préfecture d'Ussel
Anabelle REYDY	Région Nouvelle-Aquitaine et présidente du COPIL de la ZPS des Gorges de la Dordogne
Carole TESSIER	Région Nouvelle-Aquitaine - Service Natura 2000
Olivier VILLA	Parc Naturel Régional de Millevaches
Christophe GREZE	Conservatoire d'Espaces Naturels Auvergne-Rhône-Alpes délégation de l'Auvergne
Alex SEHER	Comité départemental de randonnée pédestre du Cantal (FFR15) CPIE Haute-Auvergne
Vincent EPLE	Direction Départementale des Territoires du Cantal
Patricia AUBERT	Labessette
Guillaume POINAT	Mauriac Office Française de la Biodiversité de la Corrèze
Eric PAILLLOT	CFBL
Didier DUPONT	LPO délégation du Limousin
Noémie JOURDAIN	Communauté de Commune Dômes Sancy Artense
Eric MOULIER	Sumène Artense Communauté
Laurent CHABROL	CPIE Corrèze
Michel QUEILLE	Chambre d'Agriculture de la Corrèze
Julien GAYDIER	Singles
Margot THARAN	LPO AURA délégation de l'Auvergne
Amélie POSSICH	LPO délégation du Limousin

❖ Déroulé du Copil :

La présentation est disponible en pièce jointe de ce mail et téléchargeable sur le site internet, au lien suivant : [LIEN](#)

Déroulé de la réunion :

- Introduction réalisée par la LPO
- Tour de table des participants
- Mot d'introduction de la présidente du COPIL de la ZPS, Mme REYDY Anabelle
- Rappel sur la démarche Natura 2000 et le portage du site
- Information par la Région Nouvelle-Aquitaine sur le renouvellement du portage du site et de l'animation pour la période 2026-2029
- Présentation du site Natura 2000, des enjeux et des objectifs
- Bilan 2025 des actions réalisées et bilan du marché d'animation 2023-2026 :
 - Charte Natura 2000
 - Contrats Natura 2000
 - Evaluations d'incidences et sollicitations
 - Autres actions majeurs
 - Le suivi biologique des espèces, focus sur les rapaces à très fort enjeux
 - Les animations scolaires
 - Les animations grand public
 - Les supports de communication et actions de sensibilisation
 - Découverte de la nouvelle exposition mobile du site (7 kakémonos)
 - Le budget de l'animation
- Présentation des deux projets de suivis scientifiques sur le site :
 - Suivi des pics d'intérêt communautaire (milieux forestiers)
 - Suivi des espèces liées aux milieux agricoles
- Perspectives pour 2026
- Echanges avec les participants



Agir pour
la biodiversité



RÉGION
Nouvelle-
Aquitaine

❖ Les échanges :

• Charte :

La charte peut être souscrite par tout propriétaire le souhaitant. Pour certains documents forestiers elle est même devenue obligatoire comme pour le CBPS (Code de Bonnes Pratiques Sylvicoles). Les propriétaires peuvent contacter les animatrices du site, qui pourront leur expliquer la démarche et les engagements. Elles prévoient généralement au moins une rencontre et visite sur le terrain si cela est nécessaire. Chaque charte est étudiée au cas par cas. Les animatrices sont là pour aider et accompagner les propriétaires pour le montage administratif des dossiers, afin de faciliter la souscription. Le temps de souscription dépendra du nombre de parcelles engagées, l'engagement se faisant à la parcelle.

La charte permet une exonération de la taxe foncière sur le non bâti (TFNB), ce qui implique une déclaration auprès des services des impôts. De ce fait, les chartes souscrites avant le mois de septembre de l'année n seront prises en compte pour les impôts de l'année n pour l'exonération. Si la souscription arrive après le mois de septembre, elle sera valable uniquement pour l'année n+1.

Il ne faut pas hésiter à revenir vers les animatrices pour plus d'informations et pour monter les dossiers de charte.

• Contrats :

Les contrats ne sont pas encore ouverts côté Région Auvergne-Rhône-Alpes. L'animatrice tiendra au courant les personnes qui sont intéressées par le dispositif, quand celui-ci sera disponible.

Pour la Région Nouvelle-Aquitaine, en 2025 et 2026 ces dispositifs ont été proposés et plusieurs contrats ont été déposés par l'animatrice (3 pour 2025, 5 pour 2026). Ce dispositif sera probablement proposé pour 2027. Si des personnes sont intéressées, elles peuvent contacter l'animatrice.

Plusieurs questions ont été soulevées par rapport au contrat forestier « bois sénescant », qui est un engagement volontaire sur une période de 30 ans. Les parcelles et arbres sélectionnés sont laissés en libre évolution sur cette période et une compensation financière est accordée la 1ère année (par la Région Nouvelle-Aquitaine et les fonds européens FEADER).

La question des successions a été posée pour savoir ce qui se passe lors d'un changement de propriétaire des parcelles contractualisées au cours de la période de 30 ans. Le propriétaire est tenu d'informer tout utilisateur de la mise en contrat de ces parcelles. Il est donc également tenu d'informer le notaire et les futurs acheteurs de ce contrat en cours de validité. Le nouveau propriétaire pourra continuer cet engagement s'il le souhaite, ou bien faire annuler le contrat pour pouvoir utiliser sa parcelle, mais il devra rembourser la compensation qui a été versée la première année, au prorata du nombre d'année qui n'auront pas été réalisées par le contrat.

Une seconde question portait sur le risque incendie en forêt et notamment par rapport aux bois morts laissés au sol et en libre évolution dans les forêts sous contrats. Il a été rappelé que les propriétaires de certaines zones sont soumis à l'obligation légale de débroussaillage. L'obligation légale de débroussaillage dépend de la situation géographique de votre terrain. Débroussailler les abords de votre habitation permet de créer une ceinture de sécurité en cas de feu de forêt. Si votre terrain n'est pas soumis à cette obligation, le débroussaillage n'est pas obligatoire, mais reste recommandé par l'Etat pour diminuer les risques d'incendies à proximité d'une zone boisée. Pour vérifier si vos parcelles sont soumises à cette réglementation : [LIEN](#)

Il a été expliqué le rôle crucial des vieilles forêts en termes de biodiversité, et que le lien entre les incendies et les forêts en libre évolution n'était pas avéré. Les forêts naturelles en libre évolution, extrêmement diversifiées avec différentes espèces d'arbres, résistent très bien aux incendies. Elles sont principalement composées de feuillus, beaucoup moins inflammables que les résineux. Elles sont aussi peuplées d'arbres d'âges très variés. Les gros arbres agissent en dissipateurs de chaleur. En effet, plus un arbre est âgé, plus son écorce est épaisse et plus il est résistant aux flammes.

Une forêt naturelle comporte de nombreux étages de végétation, qui permettent de retenir l'humidité et de freiner le vent. Les sous-bois denses de feuillus entretiennent une atmosphère humide. En plus de l'évapotranspiration du couvert forestier dense, les gros bois morts sont riches en eau, qu'ils restituent au sous-bois. Enfin les sols profonds des forêts en libre évolution retiennent les eaux de pluie.

De nombreuses études ont montré l'effet bénéfique des mélanges sur les taux de survie face aux perturbations telles que les feux mais aussi les tempêtes, les sécheresses et les attaques de pathogènes. C'est le cas d'une méta-analyse récente publiée dans le numéro 76 des Rendez-vous Techniques de l'ONF (Bello et al., 2022) qui a synthétisé la littérature scientifique traitant des peuplements mélangés et leur effet face aux aléas biotiques (pathogènes...) et abiotiques (sécheresse, feux, tempêtes).

Pour revenir aux contrats Natura 2000, il faut revenir vers les animatrices pour évaluer la possibilité de mettre vos parcelles sous contrat en fonction de plusieurs critères : la surface, le nombre d'arbres d'un certain diamètre, l'état de sénescence, la pente...

- **Evaluation des incidences :**

Le régime d'évaluation des incidences assure l'équilibre entre préservation de la biodiversité et activités humaines. Son objectif est de vérifier que les projets ne portent pas atteinte aux habitats et espèces d'intérêt communautaire présents dans un site Natura 2000, et de redéfinir le cas échéant les projets de manière à éviter les atteintes.

Le régime d'évaluation d'incidences institué en 2001 a été renforcé en 2010 pour améliorer la transposition de l'article 6 de la directive « Habitats-Faune-Flore ». La loi n°2008-757 du 1er août 2008 relative à la responsabilité environnementale a établi un système de listes nationale et locales pour soumettre davantage de projets à évaluation des incidences.

L'article R.414-19 du Code de l'Environnement établit une liste d'activités soumises, sur tout le territoire national, à cette procédure d'examen préalable, dite « évaluation d'incidences ». Il s'agit de projets, plans et programmes ou manifestations qui relèvent d'un régime d'encadrement administratif (autorisation, déclaration ou approbation) et qui sont susceptibles d'affecter de façon notable les habitats naturels ou les espèces présents sur un site Natura 2000. Par le fait même de leurs caractéristiques ou de leur ampleur, ils doivent faire l'objet d'une évaluation des incidences. Cette liste nationale est complétée par 2 listes qu'il appartient à chaque préfet de dresser.

En résumé, un projet est soumis à évaluation des incidences s'il figure dans :

- la liste nationale (article R.414-19 du Code de l'Environnement) ;
- ou la liste locale complémentaire (arrêté préfectoral n°2010-07709 du 27 décembre 2010) ;
- ou la liste locale "régime propre" (arrêté préfectoral n° 2013-134-0044 du 14 mai 2013).

Plus d'informations [ICI](#)

L'évaluation des incidences est avant tout une démarche d'intégration des enjeux Natura 2000 dès la conception du plan ou projet. Le dossier d'évaluation des incidences doit être conclusif sur la potentialité que le projet ait ou pas une incidence significative sur un site Natura 2000.

Les animateurs Natura 2000 donne un avis technique environnemental aux évaluations d'incidences, mais c'est le porteur de projet qui conclut sur l'incidence significative ou non de son projet. Ensuite, l'évaluation doit être transmise au service de l'Etat (DDTs, Préfecture) qui traite la demande et y apporte un avis, favorable ou défavorable au projet.

• Animations scolaires et grand public :

Chaque année, des animations scolaires et grand public sont organisées sur la ZPS des gorges de la Dordogne. Les animatrices essaient de ne pas cibler chaque année les mêmes communes pour ces animations, afin d'être présentes partout sur le territoire. Mais n'hésitez pas à revenir vers elles pour toute demande d'animation pour les écoles, le grand public, une collectivité ...

Ces animations peuvent être sous différents formats : conférence, balade nature, événement culturel, stand...

Participants au COPIL de la ZPS le 20 janvier 2026 :

Crédits photo : Margot Tharan, Amélie Possich.



Nous remercions l'ensemble des participants à ce COPIL, pour le déplacement et pour les échanges très intéressants.

Nous restons à disposition si vous souhaitez un complément d'information.



Agir pour
la biodiversité



RÉGION
Nouvelle-
Aquitaine

❖ Contacts :

- **Equipe Natura 2000 de la Région Nouvelle-Aquitaine, pour la Corrèze :**
 - [Carole TESSIER](#), chargée de gestion des sites Natura 2000 basée à Limoges, carole.tessier@nouvelle-aquitaine.fr
 - Le [service Natura 2000](#) de la Région N-A, natura2000@nouvelle-aquitaine.fr
- **Equipe Natura 2000 de la Région Auvergne-Rhône-Alpes, pour l'Auvergne :**
 - [Alicia CHANTRIER](#), chargée de gestion des sites Natura 2000 basée à Clermont-Ferrand, Alicia.CHANTRIER@auvergnerhonealpes.fr
 - Le [service Natura 2000](#) de la Région AURA, Natura2000@auvergnerhonealpes.fr
- **L'animation de la ZPS par le groupement LPO :**
 - LPO AURA délégation territoriale de l'Auvergne, [Margot THARAN](#), animatrice Natura 2000 côté Auvergne : margot.tharan@lpo.fr / 07.45.86.04.17
 - LPO délégation territoriale du Limousin, [Amélie POSSICH](#), animatrice Natura 2000 côté Corrèze : amelie.possich@lpo.fr / 06.22.52.42.33